

DOSSIER de PRESSE

L'ACTUALITE du Guide de l'économie équitable

OCTOBRE 2008

Contact et service de presse :

Sylvie Mayer

0.681.741.013

solidaire@gabrielperi.fr

Jean Pierre Caldier

0.685.797.740

guideeconomieequitable@gmail.com

En savoir plus : <http://guideeconomieequitable.blogspot.com>

Les équipes municipales : <http://municipalesguideeconomieequitable.blogspot.com>

Le tourisme :

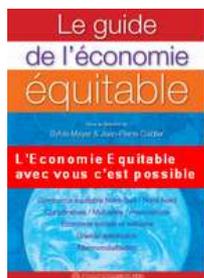
<http://tourismeguideeconomieequitable.blogspot.com>

Les projets solidaires :

<http://lesprixduguideeconomieequitable.blogspot.com>

Le mois de l'économie :

<http://guideeconomieequitablemoisess.blogspot.com>



Le Guide de l'économie équitable pour Savoir Comprendre Agir

En savoir plus : consulter le dossier de presse de présentation du Guide

- Sommaire
 - Editeur Fondation Gabriel Péri
 - Les Auteurs
 - Résumé synthétique
 - Version déficients visuels
 - Version cdrom réservée à la presse
- Traduction en langue espagnole terminée, impression à venir

Se procurer le **Guide de l'économie équitable**:

En ligne : <http://www.gabrielperi.fr/solidaire>

Courrier : Fondation Gabriel Péri
11, rue Étienne Marcel - 93500 Pantin

En librairie : Sur commande.
Nous prévenir des refus de vente

Ecrire aux auteurs :

guideeconomieequitable@gmail.com

De l'écriture à l'action...

sommaire du dossier de presse

■ **LE MOIS de l'économie sociale et solidaire**
Nous participerons à 20 évènements

AUTRES DOSSIERS DE PRESSE DISPONIBLES

■ **LES PRIX du Guide de l'économie équitable**

66 porteurs de projets sociaux, solidaires, environnementaux y ont participé

■ **DES PROPOSITIONS MUNICIPALES** pour développer le commerce équitable Nord Sud - Nord Nord, l'économie sociale et solidaire, les finances solidaires. 10.000 municipalités contactées.

Merci de leurs questions et propositions aux 3.800 citoyennes et citoyens rencontrés lors de 130 conférences-débats, visites, réunions de travail.

2009 Guide de l'économie équitable

Une édition complémentaire prévue 4eme trimestre



Merci aux 250 médias qui ont fait connaître -le Guide de l'économie équitable- nos conférences, nos actions, nos propositions pour une économie équitable.



300 GUIDES offerts aux bibliothèques

Dans toutes leurs rencontres avec les générations qui vont « devoir prendre le relais » pour construire une économie équitable, les co-auteurs ont reçu de chaleureux encouragements. **Pour permettre au plus grand nombre de s'informer, ils ont décidé d'offrir 300 Guides aux bibliothèques et médiathèques. 150 ont demandé à bénéficier de cette offre ?**

De l'écriture



A l'action... faire réussir

Notre Participation au mois de l'ESSF

LE MOIS DE L'ECONOMIE SOCIALE et SOLIDAIRE



Contact et service de presse :

Sylvie Mayer 0.681.741.013 solidaire@gabrielperi.fr

Jean Pierre Caldier 0.685.797.740

guideeconomieequitable@gmail.com

18 octobre Ile Saint Denis

17h00 Centre culturel Jean Vilar, L'Île-Saint-Denis
Conférence débat suivie d'une proposition de paniers fruits et légumes par des circuits courts producteurs consommateurs

05 novembre Saint Etienne

9h30 Chambre de Commerce

05 novembre Roanne

[Les prix du Guide de l'économie équitable](#) Côté Nature

06 novembre Savigny (69)

Rencontre avec Roland Nurier Le couteau Tatou

06 novembre Dijon

Conférence Débat à l'invitation de la Municipalité François Rebsamen, sénateur-maire de Dijon et de la CRESS Bourgogne Jean Louis Cabrespines Président

07 novembre Auxerre

Conférence Débat à l'invitation des amis de Max Havelaar

11 novembre Bobigny 16h00 (sous réserve)

13 novembre Paris 20eme 20h00 3 Place des Grès

Conférence débat à l'invitation des adhérents du Parti communiste français Paris 20eme

19 novembre Paris

Information formation d'élus organisée par le CIDEFE

22 novembre Vitry

[Les prix du Guide de l'économie équitable](#)

10h00 Conférence débat

12h00 Remise officielle des prix et mentions

Planète Lilas – By Mutation - Festival CinEthique Equiterre - MBôte African Cuisine

22 - 23 novembre Le 104 CENT QUATRE Paris 19e
6ème Edition du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie

26 novembre Poitiers

Université à l'invitation d'Universitaires

26 novembre Chauvigny

Conférence Débat à l'initiative "Comité chauvinois pour un projet politique de gauche"

27 novembre Bordeaux

Conférence Débat à l'invitation de Coop Alpha

28 novembre Saint Etienne (sous réserve)

18h00 Conférence à l'invitation du Réseau Envie

04 décembre Paris 18eme

10 décembre Cergy Pontoise (sous réserve)

à l'invitation des étudiants de l'université

11 décembre Grand Couronne 14h00 (sous réserve)

A l'invitation de plusieurs organisations d'élus

Réunion Information débat propositions avec des élus et responsables "Une commune équitable et solidaire"

11 décembre Grand Couronne 17h00

Rencontre avec les responsables et citoyennes et citoyens de l'épicerie sociale

11 décembre Rouen 18h30 Le Café de L'Epoque

Conférence débat à l'invitation des Amis de l'Humanité

Un événement national pour promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire coordonné par la Chambre Nationale "CNCRES" et organisé par les Chambres régionales de l'Economie Sociale et Solidaire "CRESS"

Se déroulant au même moment sur toute la France, le Mois est une vitrine de la diversité et de la vitalité des composantes de cette autre façon de concevoir l'économie et l'entreprise.

Ce rendez-vous, est ouvert à tous les acteurs de l'ESS. Il rassemble des manifestations proposées par les entreprises qui la composent (associations, mutuelles, coopératives, fondations), par les regroupements qui la représentent (fédérations, unions) ou par les institutions ou collectivités impliquées dans une politique de développement de l'ESS. L'objectif de cet événement est d'agir pour contribuer à lever le paradoxe actuel d'une Economie Sociale et Solidaire représentant 1 800 000 emplois alors qu'elle est peu connue du grand public et que le sentiment d'appartenance de ses propres acteurs est faible.

Dans la pratique, l'économie sociale correspond à des types d'organisation avec des statuts juridiques précis :

* **les Associations** * **les Mutuelles** * **les Coopératives** * **les Fondations**

L'économie sociale présente une proportion importante des entreprises et des emplois au sein de l'Union européenne.

- Les plus importantes sont les coopératives avec 63 millions de membres et plus de 370 milliards d'euros de chiffre d'affaires,
- puis les mutuelles de prévoyance avec 47 millions de sociétaires et un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros,
- ensuite les 25 millions de familles couvertes par des coopératives et des mutuelles d'assurance pour un chiffre d'affaires de 40 milliards, et
- enfin les 40 millions d'associés et 3 millions de salariés animant des associations.

L'Amérique du Sud, le Canada et l'Europe de l'Est bénéficient aussi d'une part importante de l'économie sociale.

Les lois

L'économie sociale se compose des activités économiques exercées par des sociétés, principalement des coopératives et des mutuelles, ainsi que par des associations. Elle a sa propre éthique, qui se traduit par les principes suivants :

- * Un statut privé
- * La primauté de l'Homme sur le capital,
- * Un but non lucratif ou de non recherche de profit,
- * Un secteur économique à part entière qui œuvre sur le marché mais avec ses principes propres,
- * L'indivisibilité des réserves : patrimoine collectif et impartageable,
- * Une finalité explicite au service de la collectivité : intérêt général et utilité sociale,
- * Un processus de décision démocratique : « une personne, une voix » (et non « une action, une voix » comme dans le capitalisme),
- * Une autonomie de gestion,
- * Un ancrage territorial ou sectoriel.

(source Wikipédia)

Site: www.lemois-ess.org consulter le site [CLIQUEZ](#)

CNCRES [Cliquez](#)

Contact Karine Melzer 7 rue des Champs de Pies 22099 St Brieuc cedex 9

Contact presse mois national: Catherine Heuze

catherine.heuze@cresspaca.org - Tél 04 91 54 96 75

L'Économie sociale et solidaire en France

En ces temps de crise du système capitaliste financier, le mois de l'économie sociale et solidaire en France **Novembre 2008** organisé par 20 CRESS - Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire - est une occasion de montrer qu'il existe d'autres façons de faire de l'économie.

Ce mouvement qui a fait la preuve de son efficacité avec en France et en Europe de l'Ouest : 11,7% des richesses produites par seulement 8,7 % des actifs, (source Ceges) est aujourd'hui doublement menacé.

L'Économie sociale et solidaire doublement menacée

• La première menace vient de l'extérieur du mouvement.

Au cours des dernières années, elle a subi une énorme pression idéologique libérale qui s'est traduite par la remise en question de conquêtes législatives ou réglementaires. Plus de 250.000 coopératives en Europe sont menacées par une décision européenne qui tendrait à considérer comme aide illégale d'Etat toute fiscalité particulière des coopératives. Un rapport du MEDEF de juillet 2002 dénie à l'économie sociale comme aux collectivités locales toute légitimité dans l'intervention économique.

• La deuxième menace vient du mouvement lui-même.

1°-En utilisant les outils du capitalisme, l'économie sociale se détourne de son objet ou de sa nature.

- Des mutuelles ou des coopératives ont utilisé des systèmes de sociétés anonymes non coopératives, des banques coopératives ont créé des outils boursiers. Le résultat est là : suite à la crise des subprimes ou non,

-le Crédit Agricole recapitalise pour 5,9 milliards d'euros avec renouvellement de la confiance à l'Equipe dirigeante en place par les Caisses Régionales. Comment ont été consultés les coopérateurs de base dans leur Caisses locales ?

-les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont créé NATIXIS (ni coopérative – ni mutuelle), cotée en bourse, recapitalisée pour 3,7 milliards en septembre. La Banque Natixis a réalisé une perte de plus d'un milliard d'euros sur le seul deuxième trimestre 2008. Sur six mois la valeur de l'action a perdu 60%. Les deux groupes mutualistes Banque Populaire et Caisse d'Épargne, les deux maisons mères de Natixis sont impactées par les déboires de leur filiale. (source Tribune.fr). Ils ont dû venir au secours de leur filiale commune en juin 2008 avec des avances de trésorerie, c'est plus discret, transformées en septembre 2008 en augmentation de capital.

Comment ont été consultés les mutualistes ?

Il y a peu, la Presse a annoncé la fusion projetée de ces deux mutuelles.

Comment seront consultés les mutualistes ?

2°-En agissant comme les capitalistes, l'économie sociale se détourne de son objet ou de sa nature.

-En mai 2008 discrètement, la MACIF et la MAIF entrent au capital d'Ecureuil Assurances IARD (Groupe Caisse Epargne). C'est une étape significative avec l'engagement d'acquisition par les mutuelles de 40 % (25 % pour la MACIF et 15 % pour la MAIF) du capital

Comment ont été consultés les mutualistes de part et d'autre?

-«Les trois groupes continuent par ailleurs à travailler ensemble afin de proposer, dès 2009, une solution de banque au quotidien pour les sociétaires des deux mutuelles MACIF et MAIF, en s'appuyant sur l'expertise du Groupe Caisse d'Épargne et de la Socram »

Comment ont été et seront consultés les mutualistes de part et d'autre?

Le Guide de l'économie équitable, pour avoir posé la question : **Avec qui la Macif s'alliera-t-elle pour créer une activité bancaire ?** a été censuré par le comité de direction de la Macif, et la MACIF s'est retirée du Jury des prix **du Guide de l'économie équitable**.

En réalité, la MACIF a une activité bancaire depuis plusieurs années par l'intermédiaire de SOCRAM ; dont elle détient plus de 25% du capital. Elle a produit en 2005 plus des 2/3 des dossiers de crédit. Socram précise « La rémunération des Mutuelles pour leur rôle lors de l'octroi des crédits au cours de l'exercice (2005) s'est élevée à 5.331.536 €. Elle intègre un montant forfaitaire par dossier produit, auquel s'ajoute, ..., une part proportionnelle aux fonds mis à disposition au cours de l'exercice, ... Sa décomposition par Mutuelle est la suivante : Groupe Macif 3.592.314 € ».

-Le crédit Agricole en intervenant dans le fonds d'investissement européen Eurazeo est indirectement rentré dans le pôle des premiers actionnaires de Carrefour : le fonds d'investissement Colony Capital (13,55% du capital) , par ailleurs propriétaire du Paris Saint Germain, de Buffalo Grill et premier actionnaire du Groupe Accor.

Les coopérateurs de base dans leur Caisses locales ont-ils été informés que la recapitalisation de 5,9 milliards de leur coopérative représentait près de 25% de la valeur boursière du Groupe Carrefour (soit 2 fois l'investissement de Colony) ?

-Natixis filiale des Caisses d'épargne et de la Banque Populaire délocalise les collants Well dont il est l'unique actionnaire.

Comment les mutualistes sont-ils informés par leur dirigeants de telles décisions?

-La CAMIF s'est détournée de ses obligations mutualistes en ouvrant son capital aux 3 Suisses International puis à un fonds de pension Osiris Partners qui en 2007 a pris le contrôle, avec 66% du capital de Camif Particuliers en misant 25 millions d'euros. Malgré plusieurs injections de capitaux : prêt de 8 millions d'€ de la Macif, de 10 millions d'€ de la MAIF et d'un concours financier de 5 à 10 millions d'euros de la CASDEN (banque mutualiste de l'Éducation Nationale), la Camif coopérative est donc minoritaire (34%) dans sa principale filiale Camif Particuliers qui n'est plus sous le statut coopératif. La Camif est contrainte d'accepter les licenciements dans sa principale filiale et devra licencier 144 personnes dans la maison mère.

Quand et comment les coopérateurs et les mutualistes analyseront-ils ce qui s'est passé et se passe ?

(Assemblée 2007 : 87.826 votants pour 1.056.676 de coopérateurs convoqués).

L'Economie sociale et solidaire : Une réelle alternative si tous les acteurs en ont la volonté...

Face aux échecs du capitalisme - crise des subprimes, problèmes de gestion bancaire, fermetures d'entreprise, délocalisations, l'économie sociale peut devenir une alternative si elle se ressaisit, si les citoyennes et citoyens qui sont coopérateurs, mutualistes, sociétaires de SCOP prennent leurs affaires en main sans déléguer.

Une grande fenêtre est ouverte pour la réflexion et l'action. Ni le tout marché, ni le tout Etat il y a une place non marginale pour une vraie transformation économique et sociale avec les acteurs et les organisations de l'économie sociale.

Si 12% des richesses sont produites dans l'économie sociale, cela veut dire qu'il faut modifier les 88 % restants, qu'il faut réfléchir aux moyens de revivifier les valeurs, les critères et les principes de l'économie sociale et de les étendre.

En France, dans les années 1980, l'économie sociale avait commencé à se forger ses propres outils en créant le « titre participatif » et l'Institut de développement de l'économie sociale.

Pourquoi ne pas réinventer de nouveaux outils, construire des réseaux transversaux et des coopérations entre les différents secteurs de l'économie sociale et solidaire ?

Il est nécessaire de rendre plus visible l'économie sociale.

Combien de sociétaires, de mutualistes, de coopérateurs ignorent même leur appartenance à cette grande famille ?

Combien de salariés imaginent que leur entreprise pourrait fonctionner en Société coopérative ?

Combien de maires, d'élus, construisent des sociétés coopératives d'intérêt collectif pour promouvoir des initiatives locales, plutôt que de déléguer au privé des missions de service public ?

<http://www.scic.coop/>

Avec les aspirations des Françaises et des Français

-à plus de lien social, plus d'équité dans les échanges,

-à plus de circuits directs entre consommateurs et producteurs,

-à donner du sens à leur vie.

le mouvement de l'économie sociale et solidaire a de belles possibilités de développement.

L'économie sociale et solidaire peut contribuer aux côtés de syndicats et de partis politiques à développer une véritable citoyenneté économique.

L'économie sociale peut devenir une véritable alternative économique en s'appuyant, sur la combinaison de la démocratie représentative, de la démocratie économique et d'une démocratie civile ou sociétale qui donne des contre-pouvoirs aux citoyens.

ASSISES du CEGES 1er octobre 2008 (1)

Des espérances à prendre en compte et à faire grandir...

Nous souhaitons vous remercier de votre invitation à participer à vos assises, et également remercier tous les organisateurs de la journée.

-Après nos participations à plusieurs congrès nationaux de syndicats agricoles, des Scops, du secteur du tourisme responsable,

-Après avoir été invités par des Françaises et des Français de tous horizons pour près de 120 conférences à travers la France et avoir rencontré près de 4000 citoyennes et citoyens CLIQUEZ et 300 médias pour l'essentiel locaux,

-Après les débats "table ronde" de Sylvie Mayer notamment avec Thierry Jeantet, président des Rencontres du Mont-Blanc CLIQUEZ qui réunissent des dirigeants d'organisations d'économie sociale de tous les continents,

Laurent Levard secrétaire général d'Artisans du Monde CLIQUEZ (Premier réseau de commerce équitable en France), Jesus Arnaldo Pérez Ambassadeur du Venezuela en France CLIQUEZ, Patrice Bouillon secrétaire général de l'Indecosa Cgt - CLIQUEZ - (Association de consommateurs),

Serge Herberg président du comité de pilotage du Plan national nutrition Santé (PNNS) CLIQUEZ,

*-Après nos rencontres avec les acteurs de terrain à l'occasion des Prix du **Guide de l'économie équitable** auxquels ont participé 66 porteurs de projets CLIQUEZ,*

Nous avons retenu que de nombreux acteurs de la vie de notre pays qui souhaitent accompagner le changement auquel aspirent les Françaises et les Français, disent vouloir transformer leur propre mode de fonctionnement pour plus de démocratie. Plus de démocratie représentative pour les uns, invention et mise en œuvre d'une démocratie directe ou participative pour les autres.

Comme dans vos assises, partout, l'écoute et le respect de l'autre, la recherche et l'action sur ce qui rassemble, nous semble avoir gagné du terrain et permet un certain optimisme pour trouver et mettre en place des réponses satisfaisantes en cette période de crise mondiale.

Une interrogation que nous souhaitons partager avec vous : Selon un sondage récent à la question:

Selon vous qui peut le plus faire changer les chose?

Les Françaises et les Français mettent en premier les groupes de lobbying, et en dernier les Partis politiques et les Syndicats.

Nous espérons que vos travaux auront des suites pour le développement démocratique de l'économie sociale.

(1) Lettre de remerciements envoyée par les coordinateurs **du Guide de l'économie équitable** aux participants aux assises.

PROPOSITIONS pour une réappropriation citoyenne de l'économie

➤ **A court terme:**

- Renforcer la participation des mutualistes et coopérateurs aux activités et assemblées générales. (outils, lois, décrets, information et formation, observatoires des engagements

obligatoires) ➤ A moyen terme:

- un minimum obligatoire de financement de l'économie sociale et solidaire par le secteur bancaire coopératif et mutualiste,- la création d'un droit d'intervention des salariés, des mutualistes et coopérateurs, (choix industriels, emploi, choix stratégiques, achats, fusions, délocalisations, cessions..) via les champs d'intervention des CE, CCE... transformer le code de la mutualité et des assurances.

➤ un plan de création de nouvelles Scop avec un droit de préemption des salariés en cas de cession des entreprises (700.000 entreprises et 3.000.000 de salariés concernés avec le papy boom)